

## Edito

# Quel avenir pour My Ferry Link ?

Si le vendredi 29 mai, c'était la Fête des Voisins, l'occasion de lier connaissance, de partager quelques moments autour d'une salade composée, ce mardi 2 juin, c'était la Fête des migrants. Mais une fête d'un tout autre genre cette fois. Il s'agissait en effet d'évacuer plusieurs camps installés à la sauvache. L'un à Paris, sous le métro de La Chapelle, deux à Calais, sur le parking d'un supermarché et dans une ancienne usine désaffectée. Rien qu'à Calais, ce sont ainsi 400 personnes qui ont été évacuées. C'est vrai qu'on peut comprendre les riverains : ça gâche un peu le paysage... Et maintenant ? Maintenant, ils sont toujours 400, mais disséminés un peu plus dans la ville. Avant de trouver un autre lieu pour installer un nouveau campement. Quoi qu'il en soit il ne quitteront pas Calais, sauf pour l'Angleterre, leur eldorado... Et si l'État français laissait passer tous ces migrants vers la blanche Albion ? Après tout c'est bien parce que l'île ferme les yeux sur le travail au noir que ces hommes et ces femmes cherchent à y aller... Mais les Anglais jouent un double jeu : dans l'Europe mais en gardant leurs frontières et leur monnaie. Et en laissant aux autres le soin de se débrouiller avec une situation qu'ils ont en partie créée.

**A** lors que de très nombreux salariés de la société (et de très nombreux Calaisiens aussi) pensaient que la décision rendue par la justice britannique, permettait à l'horizon de s'éclaircir enfin, voilà que la décision d'Eurotunnel de poursuivre la vente de ses navires et donc de mettre un terme au contrat de coopération avec la scop, rend de nouveau l'avenir incertain. Immédiatement, et dans un même élan (comme si l'action était préméditée) les commandants, officiers et ceux qui leur cirent les pompes, le Nord littoral, se sont déchainés contre le conseil de surveillance (entièrement bénévole) et Didier Capelle, accusés de tous les maux.

La volonté d'Eurotunnel de renoncer a été expliquée, comme une demande ferme de démission. Or, à aucun moment le PDG d'Eurotunnel n'a exprimé une telle demande. Au contraire, il a souvent laissé entendre qu'il ne lui appartenait pas de s'immiscer dans les affaires de la scop. Plus explicitement, monsieur Gounon fait passer le message que l'acharnement des Britanniques et les recours perpétuels de la concurrence pèsent, qu'il est un chef d'entreprise souhaitant passer du temps à développer son outil de travail au lieu de devoir courir en permanence les tribunaux. Comment ne pas comprendre les états d'âme d'un dirigeant qui s'est mouillé fortement pour sauver plus de 700 emplois et reconstruire une société aujourd'hui en passe de gagner de l'argent. Un capitaine d'industrie qui doit se sentir bien seul dans la tourmente, tant le silence de la Région et du gou-

vernement dans ce dossier est assourdissant. Des responsables politiques qui régulièrement sollicitent Eurotunnel, oubliant de renvoyer l'ascenseur quand le besoin s'en fait sentir.

Alors que la situation rend nécessaire l'union la plus large pour défendre l'entreprise, voilà que quelques-uns veulent faire main basse sur la scop pour satisfaire leurs ambitions, ou simplement maintenir leurs rentes de situation.

Les dirigeants révoqués soutiennent en sous-main une pétition des commandants et officiers. 100 personnes la signent, et voilà que la majorité s'exprime. Et depuis quand 17 % des salariés représenteraient une majorité ?

Le président du conseil de surveillance est accusé de ne défendre que son orgueil, quand ceux qui profitent le plus n'abordent jamais leurs relations à l'argent ! Et que dire d'une situation où le syndicat est accusé de faire pression, alors que plusieurs officiers se seraient rendus coupables de brimades à l'égard de salariés qui avaient refusé de signer la pétition, ont manqué de la plus élémentaire politesse à l'égard d'un dirigeant pourtant nommé par le conseil de surveillance ?

Pour ce qui nous concerne, nous n'accepterons jamais que l'on veuille nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Alors que l'on présente toujours les salariés et leur syndicat pour des profiteurs nos lecteurs et d'autres doivent savoir que l'appât du gain guide l'action de ceux qui veulent prendre le pouvoir.

Le montant des cinq plus hauts salaires de l'entreprise aurait atteint la somme de 702 000 euros brut en 2014. Le seul salaire de monsieur Doutrebente aurait atteint la somme de 162 000 euros bruts pour l'année. Alors que l'ensemble du petit personnel a dû faire des efforts ces trois dernières années, d'autres se seraient vus attribuer des primes plus qu'importantes. Des faits dont on attend qu'on nous démontre qu'ils sont faux (qu'on nous montre les bulletins de paie...).

My Ferry Link et les emplois qui y sont attachés sont particulièrement importants pour le Calaisien. Les salariés peuvent compter sur nous, pas les profiteurs, qui eux doivent s'attendre à ce que nous mettions sur la place publique toutes les informations que nous aurons reçues et vérifiées, dès lors qu'elles attesteront de leur volonté de profiter plus que tous les autres.

### Bonne nouvelle

La semaine dernière on apprenait via Nord Littoral que « Les salariés de My Ferry Link demandent le départ de Didier Cappelle ». Ça c'était pour l'appel en UNE. Même pas « Une partie des... ». Pourtant, la lecture de l'article nous apprenait qu'en fait « une centaine de signataires à peine » sur les 577 que compte la société réclameraient la démission du président du conseil de surveillance. Si on compte bien les « pas contents » représentent donc 17,33 % des salariés. C'est une excellente nouvelle ! Cela signifie que c'est désormais la minorité qui décide. Natacha Bouchart devrait donc démissionner rapidement également puisque les 39,32 % des électeurs qui avaient choisi Jacky Hénin ne voulaient pas de Natacha... Et 39,32 %, c'est beaucoup plus que 17 %... Ah vraiment, c'est une bonne nouvelle...

## Le dessin

### PENDANT CE TEMPS...



## On le note

Vous pouvez noter que les permanences des élus Communistes et Républicains ont lieu les mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14 h 30 à 18 h.

Pour toute rencontre particulière, une demande de rendez-vous est préférable en appelant à ces mêmes heures au 03 21 36 39 79.

Permanence au  
194-196 Bd de l'égalité à Calais

## On réserve

**WEEK-END AU MARCHÉ DE NOËL A STRASBOURG**  
Meilleur marché de Noël d'Europe



SAMEDI 28 & DIMANCHE 29 NOVEMBRE 2015

**SAMEDI 28 NOVEMBRE**  
05 heures 30 - Rendez-vous au bowling pour le départ - Petit déjeuner prévu par nos soins.  
Arrivée à l'Hôtel Clarus, où nous déposerons les bagages en consigne, les chambres seront disponibles à partir de 15 heures 30 (chambre de 2 à 8 personnes).  
Entre 18 heures 30 et 20 heures 00 - dîner sous forme de self à l'Hôtel.

**DIMANCHE 29 NOVEMBRE**  
entre 8 heures 00 et 10 heures - petit-déjeuner à l'Hôtel  
15 heures 00 - Départ de Strasbourg Vers 23 heures 00 - Arrivée à Calais.  
Quartier libre pendant tout le week-end, l'Hôtel est à quelques minutes à pied des premiers marchés de Noël. Pour les autres repas vous trouverez des spécialités à des prix abordables.

**120 € PAR PERSONNE**

Le prix comprend : le petit déjeuner du samedi, la nuit à l'hôtel, le repas du samedi soir et le petit-déjeuner du dimanche.

Paiement à l'inscription  
Comptant, en plusieurs fois ou 10 fois sans frais d'avril à janvier

RESERVATION AU 03 21 36 39 79 ou au 06 35 58 26 58

## On le note

L'équipe du Rusé a repris du service, alors n'hésitez pas à reprendre vos bonnes habitudes en passant à l'Atelier

chaque vendredi soir  
dès 18 h 30

L'occasion d'échanger sur l'actualité calaisienne, de faire un petit bonjour aux copains, de boire un petit café...

## Taxe transport

# Exigez de votre maire...

Le MEDEF du littoral Pas de Calais entre en révolution et entend pour ce faire mobiliser le banc et l'arrière banc des structures employant plus de 9 salariés, assujetties à la taxe transport.

Le motif de cette furie : la décision du SITAC (syndicat intercommunal des transports urbains du Calaisis) présidé par le Calaisien Philippe Mignonnet de faire passer la taxe transport de 1,25 à 2 % afin de pouvoir équilibrer un budget pour la première fois de son histoire en déficit, à la hauteur de 900 000 euros.

Un MEDEF d'indiquer : « si comme nous, vous pensez qu'il y a d'autres méthodes que de surtaxer les employeurs pour résorber un déficit alors : rejoignez notre action, exigez de votre maire qu'il revienne sur cette décision antiéconomique et anti sociale. »

Est joint à l'appel un courrier type à adresser aux maires... du Calaisis.

Première remarque de pure forme, mais quand même. Le syndicat patronal semble ignorer (et donc semble croire le contraire) que les désignations ne sont plus municipales, mais issues des élections aux agglomérations qui elles désignent des représentants de leurs conseils pour siéger. Il eut été pourtant très simple pour le MEDEF de se renseigner, puisque l'une de ses salariées (la mère du maire de Marck) est vice-présidente de l'agglomération calaisienne. Pas très utile dans ces condi-

tions d'écrire aux maires.

Seconde remarque, si la colère du MEDEF de voir l'imposition augmenter pour combler un déficit résultat de mauvaises décisions de gestion paraît justifiée, nous cherchons encore les propositions alternatives. Sans propositions alternatives, il apparaîtra antisocial d'imposer les entreprises, mais parfaitement juste de prendre l'argent dans la poche du contribuable.

Troisième remarque, le MEDEF semble aujourd'hui retrouver une voix qui lui faisait hier défaut. Nous n'avons pas souvenir d'avoir entendu une seule fois l'instance patronale critiquer les décisions qui ont amené au déficit important de 900 000 euros à savoir la Magest'in (coût d'achat : 800 000 € rappelons-le) et une partie des Vel'in. Il serait d'ailleurs intéressant de connaître le coût global de ces deux opérations.

Dernière remarque : et pourquoi, comme dans le cadre de décisions d'entreprises, ne pas proposer de mettre un terme aux expériences malheureuses qui non seulement plombent les comptes, mais de plus ne rendent qu'un service partiel à la population ? Voilà un débat qui aurait de l'allure. Et pourquoi pas ? Si le MEDEF le souhaite, nous nous sommes prêts à participer. A moins qu'il ne faille surtout pas importuner Natacha et ses amis.

## Journée nationale de la Résistance

# Résistance d'hier et d'aujourd'hui

C'est mercredi dernier que se déroulait la Journée nationale de la Résistance. Une date qui nous rappelle que le 27 mai 1943, dans une cave d'un Paris occupé, le Conseil National de la Résistance a tenu sa première réunion.

Propos de Jean Jacques Triquet, secrétaire de section du PCF.

« En pleine clandestinité, la Résistance scellait son unification et ébauchait le **programme de renouveau démocratique et social de la Libération** ».

Cette année, cette journée prenait un relief tout particulier, parce que c'est le **70<sup>e</sup> anniversaire de la victoire contre le nazisme** et parce que le Président de la République a décidé de faire entrer au Panthéon quatre héros et martyrs de la Résistance : Germaine TILLION, Geneviève de GAULLE-ANTHONIOZ, Pierre BROSOLETTTE et Jean ZAY.

Les Communistes ont souhaité rendre hommage aux résistants qui entrent au Panthéon, mais aussi appelé à l'organisation de manifestations en hommage à tous les combattants de l'ombre, à toutes les composantes de la résistance française : résistance intérieure et extérieure, partis politiques, syndicats, mouvements de résistance.

honorer ce rassemblement, c'est affirmer qu'aujourd'hui il est indispensable de trouver les voies de l'unité pour résister aux attaques contre les acquis de la Libération dont les plus connus sont : une Sécurité sociale pour tous, qui prévoyait le remboursement des frais médicaux et les indemnités de chômage des retraités étendues à toutes les catégories de salariés, la nationalisation des grandes entreprises telles que Renault, la SNCF, Air France, la nationalisation de l'énergie avec la création



d'EDF, des assurances (AGF), des banques (Crédit Lyonnais) mais aussi l'indépendance de la presse...

Ce programme a été mis en place dès la fin de la guerre, dans un pays en ruine. Alors comment peut-on expliquer, comment peut-on justifier de

sa quasi disparition aujourd'hui, dans ce pays qui est la 5<sup>ème</sup> puissance mondiale ?

Le rappeler aujourd'hui est d'autant plus nécessaire que les remèdes trouvés pour combattre cette grave crise économique que traverse l'Europe sont AUSTERITE, CASSE des ACQUIS SOCIAUX et des SERVICES PUBLICS, APPRAUVRISSMENT de la POPULATION, tout ce qui fait le terreau de l'extrême-droite à qui l'on donne une place trop importante dans les médias, dans les débats.

C'est aussi pour cela que nous nous rassemblons ce soir, pour réaffirmer l'importance des valeurs de la Résistance et qui sont les nôtres : HUMANITE, SOLIDARITE, REFUS de la BARBARIE et du RACISME. Alors que les résistants avaient compris la nécessité de s'unir pour libérer le pays, nous ne comprenons pas l'ostracisme dont sont victimes les Communistes dans le choix présidentiel des entrées au panthéon. François HOLLANDE ignore une composante essentielle du combat contre les nazis et le régime de Vichy.

Faut-il lui rappeler que les Communistes sont entrés en résistance dès 1940, qu'ils ont formé les premiers noyaux clandestins de la résistance armée, qu'ils sont à l'initiative des premières manifestations anti-nazies, des premiers actes de sabotage ? »

## Coup de griffe

### ➤ Quand la presse se fait égratigner

Universitaire reconnu, philosophe et romancier (on lui doit entre autres « Au nom de la rose ») Umberto Eco vient de sortir un nouveau roman. Son titre : « Numéro zéro ». L'histoire : celle d'un quotidien qui ne paraîtra pas (mais seules deux personnes sont au courant) dans l'Italie préberlusconienne. L'occasion surtout pour l'écrivain de dénoncer les méthodes d'une certaine presse. Car le roman décrit « Une équipe à laquelle on enseigne fissa comment organiser la désinformation, conditionner le lecteur, créer le sensationnel, retourner les démentis... » (l'Express) Tiens, ça nous rappelle quelque chose...

Sans donner complètement raison à Umberto Eco, le journaliste Jacques Pilet écrit ceci à propos de la médiocrité journalistique, thème principal du roman : « *Le mal est insidieux. Il est à chercher dans un système qui encourage la paresse intellectuelle. Le flot des nouvelles nous submerge mais ne nous aide pas à comprendre. Il y a des exceptions bien sûr, des journalistes qui réfléchissent, approfondissent les sujets. Il y en a beaucoup aussi qui ne font que brasser l'information sur le Net et le papier, se bornent à recopier, titrer et sous-titrer, pêcher des images, sans plus. Ces employés de rédaction doivent faire vite et court. Ils s'y habituent et appellent encore cela journalisme.* » (l'Hebdo.ch)

Dans *La Croix*, Antoine Perraud reconnaît que « *Le professeur Eco s'en donne à cœur joie. Il se paye la tête d'une presse qui se recopie ad nauseam tel un serpent se mordant la queue. Ou qui invente des rubriques idiotes avec soin – annonces matrimoniales en forme de misères mises à nue. Ou encore qui peaufine des réfutations vénéneuses appliquées aux droits de réponse – la mauvaise foi et la manipulation d'un journalisme hégémonique sur son piédestal font froid dans le dos, même si le lecteur entend le ricanement sardonique et sémiologique de l'auteur.* »

Libération (13-05-2015) nous donne quelques exemples de ces "manipulations" : « *L'usage des guillemets qui transforment en fait n'importe quelle opinion recueillie auprès d'un témoin (même inventé). Le rappel, quand une catastrophe survient, de toutes les catastrophes similaires, afin de faire monter l'émotion. La mise en évidence de détails insinuant par exemple que tel juge, qui enquête sur un homme politique important, a peut-être une double vie, si on l'a surpris - allez, photo en une ! - en train de traîner dans un parc, fumer nerveusement et porter des tennys avec des « chaussettes émeraude ou vert petit pois » [histoire vraie !]. Le jeu sur les titres qui permettent de ne pas heurter les puissants (si la Congrégation salésienne est soupçonnée d'avoir reçu de l'argent sale, on titre : « Les salésiens victimes d'une escroquerie ? ») (ou qui au contraire permettent de discrediter sans en avoir l'air... Ah ce fameux point d'interrogation, bien pratique tout de même... NDLR)*

Dur comme critique ? C'est vrai. Car il existe de très bons professionnels. De ceux qui creusent, qui cherchent, qui vérifient... Ceux-là vous ne les trouverez pas au coin de votre rue.

Mais rassurez-vous, cette critique acerbe et bien souvent juste, ne changera rien aux choses. Les plus médiocres d'entre eux sont toujours ceux qui se sentiront les moins concernés. Ils continueront donc à ne pas vérifier les infos, à ne donner à entendre que la voix qui les intéresse, à se poser en juge, à être partiaux bref... à déshonorer une profession dont il ne faut pas s'étonner que les Français s'éloignent de plus en plus.

